

# **L'Espagne poursuit la suppression des barbelés entourant les villes occupées de Sebta et Melilla**

**23.01.2020 | L'Espagne poursuit la suppression des barbelés entourant les villes occupées de Sebta et Melilla**

Les autorités espagnoles sont à pied d'oeuvre, depuis décembre dernier, pour enlever les fils de barbelés tranchant qui entourent les villes occupées de Melilla et de Sebta.

Cette opération, a rapporté Hespresse, se poursuit dans la plus grande discrétion, le ministère espagnol de l'intérieur ayant exigé des entreprises concernées d'en préserver la confidentialité.

Le gouvernement local de Melilla a ainsi entamé l'enlèvement des barbelés au niveau de la troisième clôture frontalière espagnole qui est longue de 11 km et se compose de trois barrières d'une hauteur de sept mètres.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet des « frontières intelligentes », dont les travaux s'achèveront dans les prochains mois, en ce sens que ces frontières seront dotées d'environ 35 caméras équipés des dernières technologies de pointe pour identifier les visages des voyageurs franchissant les frontières.

Les autorités espagnoles ont ainsi choisi la société « Gunnebo Iberia », un leader mondial dans le domaine des solutions de sécurité électronique, qui supervisera le projet de frontières intelligentes lequel coûtera quelque 33 millions d'euros au budget de l'État.

L'adoption des dernières technologies aux postes frontières devra permettre de mieux contrôler les mouvements de ceux qui entrent et sortent des villes occupées, notamment les migrants clandestins, surtout les mineurs, ainsi que les personnes recherchées et celles interdites du territoire espagnol.

Grâce à ce dispositif, la police espagnole des frontières aura à sa disposition les listes noires stockées dans un système électronique capable de reconnaître les visages de plus de 40.000 personnes à Sebta, et environ 85.000 à Melilla.

Le projet « Frontières intelligentes » devra remplacer les fils de barbelés tranchants, qui ont été posés sous le gouvernement Jose Luis Rodriguez Zapatero en 2005.

Source : <http://article19.ma/accueil/archives/122811>